

## Bujumbura "exprime sa gratitude" envers trois pays membres de l'EAC

@rib News, 04/06/2017 Source Xinhua Le Burundi remercie trois pays de la CAE pour leur plaidoyer en faveur de la levée des sanctions européennes Le Burundi a exprimé samedi des remerciements "particuliers" à trois pays membres de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) - le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie, pour leur plaidoyer en faveur de la levée des sanctions de l'Union Européenne (UE) contre l'administration burundaise du président Pierre Nkurunziza.

Le 14 mars 2016, l'UE a décidé de suspendre l'aide financière directe destinée à l'administration burundaise, en invoquant la violation par le gouvernement burundais de l'Accord de Cotonou de 2000 liant la vingtaine de pays membres de l'UE aux 77 pays du groupe ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique), spécialement en ce qui concerne la protection des droits humains. La province urbaine de Bujumbura-Mairie qui abrite la capitale burundaise, a salué ce soutien enregistré au cours du 18<sup>ème</sup> sommet de la CAE le 20 mai dernier à Dar-es-Salaam (Tanzanie) via une manifestation organisée samedi dans les rues de cette ville burundaise, avec des slogans exprimant "la joie" vis-à-vis de cette communauté d'intégration régionale regroupant six Etats : Kenya, Tanzanie, Ouganda, Burundi, Rwanda, et Soudan du Sud. "Le Burundi exprime sa gratitude particulière à l'endroit des chefs d'Etat ougandais et tanzanien, respectivement Yoweri Kaguta Museveni et John Pombe Magufuli, ainsi que le vice-président kenyan, William Ruto, pour avoir plaidé haut et fort pour la levée de ces injustes sanctions de l'UE dirigées contre le gouvernement de notre cher président Nkurunziza", a déclaré dans un point de presse tenu en marge de cette manifestation Issa Mazimpaka administrateur de la commune urbaine de Bujumbura relevant de Bujumbura-Mairie. M. Mazimpaka a ajouté qu'il n'avait pas cité le chef d'Etat rwandais Paul Kagame parmi les chefs d'Etat des pays membres de la CAE à remercier parce que le gouvernement de Bujumbura accuse celui de Kigali de faire partie de ses "destabilisateurs". Il a indiqué en outre que cette manifestation a également eu lieu à l'occasion, pour les Burundais, pour réaffirmer leur soutien au président Nkurunziza, notamment en ce qui concerne le projet de révision de l'actuelle Constitution en vigueur depuis le 18 mars 2005. Sur cette révision, selon lui, les résultats du volet interne du dialogue interburundais organisés en 2016 sous l'égide de la CNDI (Commission Nationale du Dialogue Interburundais), ont recommandé l'introduction d'une clause supprimant la limitation du nombre de mandats présidentiels. Le 18<sup>ème</sup> sommet de la CAE à Dar-es-Salaam devait discuter du projet de conclusion d'un Accord de Partenariat Economique (APE) entre la CAE et l'UE.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});